

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM -
Acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Caisse
d'Epargne du Languedoc-Roussillon, la Banque Populaire du Midi, la Chambre
des Métiers de l'Hérault et l'association CLCV - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, au capital de 4 286 000 €, composé de 34 288 actions, soit 125 € par action. Elle détient 9.10 % du capital, soit 3 122 actions et occupe 1 poste sur 12 au sein du conseil d'administration de la société.

La Ville de Montpellier est actionnaire de TaM, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (46.02 %) comme aux côtés d'un collège d'actionnaires privés représentant 44.88 % du capital (dont la Caisse des Dépôts et Consignations pour 11.46 % soit 3 928 action ; la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon pour 7 % soit 2 400 actions ; la Banque Populaire du Sud pour 3.5 % soit 1 200 actions ; la Chambre des Métiers de l'Hérault pour 0.01 % soit 5 actions et l'association Consommation Logement et Cadre de Vie pour 0.003 % soit 1 action).

La SAEML TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et création d'un CFA depuis juin 2018.

Dans le cadre des modifications importantes à venir, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, et d'autre part les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

Cette transformation ne touche pas à la nature de la société qui reste une société anonyme ; toutefois l'actionnariat est entièrement public et la structure ne peut agir que pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire. Il est proposé dans un premier temps de constituer cette société avec les 2 actionnaires que sont Montpellier Méditerranée Métropole au regard de sa compétence mobilité, et la Ville de Montpellier au regard de sa compétence stationnement sur voirie.

Le principe de transformation de la SAEML TaM en SPL a été approuvé par délibération V2021-367 en date du 21 septembre 2021. Cette transformation nécessite une évolution de la composition du capital social par le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL.

Il est proposé que la composition de la future SPL s'opère, à compter de la future Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de TaM approuvant la transformation en SPL, selon la répartition suivante : le capital sera détenu à hauteur de 69 % par Montpellier Méditerranée Métropole et 31 % par la Ville de Montpellier.

A ce titre :

- La Ville de Montpellier procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Caisse des Dépôts et Consignation (3 928 actions) ;
 - o Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (2 400 actions) ;
 - o Banque Populaire du Sud (1 200 actions) ;
 - o Chambre des Métiers de l'Hérault (5 actions) ;
 - o Association Consommation Logement et Cadre de Vie (1 action) ;

Le nombre de part de la Ville de Montpellier sera ainsi porté de 3 122 actions à 10 656 actions (soit 31% du capital de la SPL) ;

- Montpellier Méditerranée Métropole procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Transdev (6 854 actions) ;
 - o Crédit Agricole du Languedoc (600 actions) ;
 - o Chambre de Commerce et d'Industrie (400 actions) ;

Le nombre de part de Montpellier Méditerranée Métropole sera ainsi porté de 15 778 actions à 23 632 actions (soit 69% du capital de la SPL).

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont ainsi rapprochées des autres actionnaires de la SAEML TaM pour définir les modalités de cession de leurs actions.

Un audit d'évaluation externe a été réalisé courant octobre 2021 afin d'approcher une valeur négociée pour l'ensemble des partenaires historiques. La méthode d'évaluation retenue est basée sur la situation financière de TaM, selon l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2021, soit une valeur de société de 6,5 millions d'euros pour une valeur de 190 € par action.

Il est ainsi proposé au Conseil de procéder au rachat des :

- 3 928 actions de la Caisse des Dépôts et Consignation à 190 € par action soit 746 320 € ;
- 2 400 actions de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon à 190 € par action soit 456 000 € ;
- 1 200 actions de la Banque Populaire du Sud à 190 € par action soit 228 000 € ;
- 5 actions de la Chambre des Métiers de l'Hérault à 190 € par action soit 950 € ;
- 1 action de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie pour 190 € l'action.

La Ville de Montpellier souhaite ainsi se porter acquéreur des 7 534 actions des cinq actionnaires privés cités ci-dessus, à la valeur négociée de 190 € par action soit un montant global de 1 431 460 €.

Le Conseil d'Administration de TaM a par ailleurs agréé la cession des parts des actionnaires à Montpellier Méditerranée Métropole sous réserve de l'approbation de la transformation de la société en SPL en Assemblée Générale Extraordinaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation dans la société TaM pour 746 320 € soit 3 928 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon dans la société TaM pour 456 000 € soit 2 400 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Banque Populaire du Sud dans la société TaM pour 228 000 € soit 1 200 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Chambre des Métiers de l'Hérault dans la société TaM pour 950 € soit 5 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition de la part de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie dans la société TaM pour 190 € soit 1 action à la valeur négociée de 190 € par action ;
- De porter le nombre de parts détenus par la Ville de Montpellier dans la société TaM, à hauteur de 10 656 actions à compter de la future Assemblée Générale Extraordinaire approuvant la transformation de la SAEML TaM en SPL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 4 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194049-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/07/22
Réception en Préfecture : 04/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.